

# "Ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu, la vie continue..."

[www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr) – juillet 2011



Dans notre grande série "Pas vu à la télé", connaissez-vous Thomas Sankara ?

Thomas Sankara est un homme politique anti-impérialiste, panafricaniste et tiers-mondiste burkinabé. Il est né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta.

Militaire, il a créé le parti Révolution burkinabé, et est devenu premier ministre de son pays en janvier 1983, mais fut limogé et mis aux arrêts le 17 mai, après une visite de Guy Penne, conseiller de François Mitterrand. Le lien entre la visite de Guy Penne et l'arrestation de Sankara reste sujet à controverse, même si les soupçons d'une intervention française restent forts.

Un nouveau coup d'État, le 4 août 1983, place Thomas Sankara à la présidence du Conseil national révolutionnaire. Il définit son programme comme anti-impérialiste, en particulier dans son « Discours d'orientation politique », écrit par Valère Somé.

Thomas Sankara était en premier lieu un des chefs du Mouvement des non-alignés, les pays qui durant la Guerre froide ont refusé de prendre parti pour l'un ou l'autre des deux blocs. Dans ses discours, il dénonce le colonialisme et le néo-colonialisme, notamment de la France, en Afrique. Devant l'ONU, il défend le droit des peuples à pouvoir manger à leur faim, boire à leur soif, être éduqués. Il rebaptise le pays : la Haute-Volta devient Burkina Faso (« Pays des hommes intègres »). Les résultats de cette politique sont sans appel : réduction de la malnutrition, de la soif (construction massive par les CDR de puits et retenues d'eau), des maladies (grâce aux politiques de « vaccinations commandos », notamment des enfants, burkinabés ou non) et de l'analphabétisme. Sankara est aussi connu pour avoir rompu avec la société traditionnelle inégalitaire burkinabé, par l'affaiblissement brutal du pouvoir des chefs de tribus, et par la réintégration des femmes dans la société à l'égal des hommes (interdiction de l'excision, réglementation de la polygamie, participation à la vie politique, une journée hebdomadaire lors de laquelle les hommes devaient aller au marché à la place des femmes a été instaurée). Il a aussi institué la coutume de planter un arbre à chaque grande occasion pour lutter contre la désertification. Il est le seul président d'Afrique (et sans doute du monde) à avoir vendu les luxueuses voitures de fonctions de l'État pour les remplacer par de basiques Renault 5. Il faisait tous ses voyages en classe touriste et ses collaborateurs étaient tenus de faire de même - quand il ne se déplaçait pas en "avion-stop"... Il est célèbre aussi pour son habitude de toujours visiter Harlem (et d'y faire un discours) avant d'arriver à l'ONU. Il est considéré par certains comme le Che Guevara africain. (Source : [Wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Sankara)).

Je vous parle de lui en raison du "Discours sur la dette des pays africains" qu'il a tenu à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) à Addis Abeba (Ethiopie) le 29 juillet 1987. Écoutons-le.

# Discours prononcé par Thomas Sankara sur la dette

## « Un front uni contre la dette »

*Prononcé à la 25<sup>e</sup> conférence des pays membres de l'OUA à Addis-Abéba le 29 juillet 1987*

### **Au sujet du fonctionnement de l'OUA**

Monsieur le président ; Messieurs les chefs des délégations : Je voudrais qu'à cet instant nous puissions parler de cette autre question qui nous tiraille : la question de la dette, la question de la situation économique de l'Afrique. Autant que la paix, elle est une condition importante de notre survie. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous en parlions. Le Burkina-Faso voudrait dire tout d'abord sa crainte. La crainte que nous avons c'est que les réunions de l'OUA se succèdent, se ressemblent mais qu'il y ait de moins en moins d'intéressement à ce que nous faisons.

Monsieur le président : Combien sont-ils les chefs d'Etat qui sont ici présents alors qu'ils ont dument appelés à venir parler de l'Afrique en Afrique ? Monsieur le président : Combien de chefs d'Etats sont prêt à bondir à Paris, à Londres, à Washington lorsque là-bas on les appelle en réunion mais ne peuvent pas venir en réunion ici à Addis-Abeba en Afrique ? Ceci est très important. [Applaudissements] Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas venir.

C'est pourquoi je voudrais proposer, Monsieur le président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'Etats qui ne répondent pas présents à l'appel. Faisons en sorte que par un ensemble de points de bonne conduite, ceux qui viennent régulièrement, comme nous par exemple, [Rires] puissent être soutenus dans certains de leurs efforts. Exemple : les projets que nous soumettons à la Banque africaine de développement (BAD) doivent être affectés d'un coefficient d'africanité. [Applaudissements] Les moins africains seront pénalisés. Comme cela tout le monde viendra aux réunions.

### **Au sujet de la dette des pays africains**

Je voudrais vous dire, Monsieur le président, que la question de la dette est en question que nous ne saurions occulter. Vous-même vous en savez quelque chose dans votre pays où vous avez du prendre des décisions courageuses, téméraires même. Des décisions qui ne semblent pas du tout être en rapport avec votre âge et vos cheveux blancs. [Rires] Son Excellence le président Habib Bourguiba qui n'a pas pu venir mais qui nous a fait délivrer un important message donné cet autre exemple à l'Afrique, lorsque en Tunisie, pour des raisons économiques, sociales et politiques, il a du lui aussi prendre des décisions courageuses. Mais, Monsieur le président, allons-nous continuer à laisser les chefs d'Etats chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine ? Ces exemples que j'ai cités, il y en a bien d'autres, méritent que les sommets de l'OUA apportent une réponse sécurisante à chacun de nous quant à la question de la dette.

Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par son origine. **Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme.** Ceux qui se sont transformés en " assistants techniques ". En fait, nous devrions dire en assassins technique. Et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement, des " bailleurs de fonds ". Un terme que l'on emploie chaque jour comme s'il y avait des hommes dont le "bâillement" suffirait à créer le développement chez d'autres. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. **On nous a présenté des dossiers et des montages financiers alléchants.** Nous nous sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans et même plus. C'est-à-dire que l'on nous à amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.

La dette sous sa forme actuelle, est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser.

Monsieur le président : Nous avons écouté et applaudi le premier ministre de Norvège lorsqu'elle est intervenue ici même. Elle a dit, elle qui est européenne, que toute la dette ne peut pas être remboursée. Je voudrais simplement la compléter et dire que la dette ne peut pas être remboursée. La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en surs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en surs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. **Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. Non, Monsieur le président, ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue.** [Applaudissements]

**Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui a été versé.**

On parle du Plan Marshall qui a refait l'Europe économique. Mais l'on ne parle pas du Plan africain qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes hitlériennes lorsque leurs économies étaient menacés, leurs stabilités étaient menacées. **Qui a sauvé l'Europe ? C'est l'Afrique.** On en parle très peu. On parle si peu que nous ne pouvons, nous, être complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous en avons au moins le devoir de dire que nos pères furent courageux et que nos anciens combattants ont sauvé l'Europe et finalement ont permis au monde de se débarrasser du nazisme.

## **Au sujet du pouvoir financier**

La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements. Lorsqu'on nous parle de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite. La crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leurs droits face aux exploités. Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les

richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. **Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique.** Il y a crise parce que face à ces richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bas-quartiers. Il y a crise parce que les peuples partout refusent d'être dans Soweto face à Johannesburg. Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter.

On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre. Equilibre en faveur des tenants du pouvoir financier. Equilibre au détriment de nos masses populaires. Non ! Nous ne pouvons pas être complices. **Non ; nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples. Nous ne pouvons pas les accompagner dans leurs démarches assassines.**

Monsieur le président : Nous entendons parler de clubs, club de Rome, club de Paris, club de Partout. Nous entendons parler du groupe des cinq, des sept, du groupe des dix, peut-être du groupe des cent, que sais-je encore ? Il est normal que nous créions notre club et notre groupe. Faisons en sorte que dès aujourd'hui Addis-Abeba devienne également le siège, le centre d'où partira le souffle nouveau : Le Club d'Addis-Abeba.

### **Au sujet de la morale**

Nous avons le devoir aujourd'hui de créer le front uni du **Club d'Addis-Abeba contre la dette.** Ce n'est que de cette façon que nous pourrions dire aux autres, qu'en refusant de payer, nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse mais au contraire dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est. Du reste les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique. Mais **Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes que ceux qui exploitent l'Europe.** Nous avons un ennemi commun. Donc notre club parti d'Addis-Abeba devra également dire aux uns et aux autres que la dette ne saura être payée. Quand nous disons que la dette ne saurait être payée ce n'est point que nous sommes contre la morale, la dignité, le respect de la parole. Nous estimons que nous n'avons pas la même morale que les autres. **Entre le riche et le pauvre, il n'y a pas la même morale.**

**La Bible, le Coran, ne peuvent pas servir de la même manière celui qui exploite le peuple et celui qui est exploité.** Il faudra qu'il y ait deux éditions de la Bible et deux éditions du Coran. [Applaudissements] Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de dignité. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle du mérite de ceux qui paient et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne paieraient pas. Nous devons au contraire dire que c'est normal aujourd'hui. Nous devons au contraire reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. Un pauvre quand il vole ne commet qu'un larcin, une peccadille tout juste pour survivre et par nécessité. Les riches, ce sont eux qui volent le fisc, les douanes et qui exploitent les peuples.

Monsieur le président, ma proposition ne vise pas tout simplement à provoquer ou à faire du spectacle. Je voudrais dire ce que chacun de nous pense et souhaite. **Qui ici ne souhaite pas que la dette soit purement et simplement effacée ? Celui qui ne le souhaite pas, il peut sortir, prendre son avion et aller tout de suite à la banque mondiale payer. Nous tous le souhaitons.** [rires et applaudissements]

Ma proposition n'est pas non plus... Je ne voudrais pas qu'on prenne la proposition du Burkina Faso comme celle qui viendrait de la part de jeunes sans maturité, sans expérience. Je ne voudrais pas non plus qu'on pense qu'il n'y a que des révolutionnaires à parler de cette façon. Je voudrais qu'on admette simplement que c'est l'objectivité et l'obligation. Et je peux citer, dans les exemples de ceux qui ont dit de ne pas payer la dette, des révolutionnaires, comme des non révolutionnaires, des jeunes comme des vieux. Je citerai par exemple, Fidel Castro a déjà dit de ne pas payer, il n'a pas mon âge, même s'il est révolutionnaire. Mais je pourrais citer également François Mitterrand qui a dit que les pays africains ne pouvaient pas payer, les pays pauvres ne peuvent pas payer. Je pourrais citer madame le premier ministre...je ne connais pas son âge et je m'en voudrais de le lui demander. Mais... [rires] c'est un exemple. Je voudrais citer également Félix Houphouët-Boigny, il n'a pas mon âge. Cependant il a déclaré officiellement et publiquement, du moins pour ce qui concerne son pays, la Côte d'Ivoire ne peut pas payer. Or, la Côte d'Ivoire est classée parmi les pays les plus aisés d'Afrique, au moins d'Afrique francophone. C'est pourquoi il est normal qu'elle paye plus, en contribution, ici [éclats de rires].

Mais, Monsieur le président, ce n'est donc pas de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. **Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence !** Par contre, avec le soutien de tous, donc j'ai grand besoin, [Applaudissements] avec le soutien de tous, nous pourrions éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrions consacrer nos maigres ressources à notre développement.

### **Au sujet des armes**

Et je voudrais terminer en disant que nous pouvons rassurer les pays auxquels nous disons que nous n'allons pas payer la dette, que ce qui sera économisé n'ira pas dans les dépenses de prestige. Nous n'en voulons plus. Ce qui sera économisé ira dans le développement. En particulier nous éviterons d'aller nous endetter pour nous armer. Car **chaque fois qu'un pays africain achète une arme, c'est contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen, ce n'est pas contre un Asiatique, c'est contre un Africain.** Par conséquent nous devons également dans la lancée de la résolution de la question de la dette trouver une solution au problème de l'armement. Je suis militaire et je porte une arme. Mais Monsieur le président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que moi je porte l'unique arme que je possède. D'autres ont camouflé les armes qu'ils ont. [Rires et applaudissement]

Alors, chers frères, avec le soutien de tous, nous pourrons faire la paix chez nous. Nous pourrons également utiliser ses immenses potentialités pour développer l'Afrique parce que notre sol et notre sous-sol sont riches. Nous avons suffisamment de quoi faire et **nous avons un marché immense**, très vaste du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Nous avons suffisamment de capacité intellectuelle pour créer ou tout au moins prendre la technologie et la science partout où nous pouvons les trouver.

### **Au sujet de la préférence africaine**

Monsieur le président : Faisons en sorte que nous mettions au point ce Front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis-Abeba que nous décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et pauvres. **Les gourdins et les coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché africain soit le marché des Africains. Produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique.**

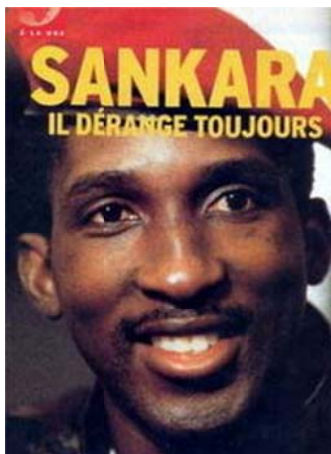
Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons au lieu de l'importer. Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade, produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour habiller les Burkinabé. Ma délégation et moi-même, nous sommes habillés par nos tisserands, nos paysans. Il n'y a pas un seul fil qui vienne d'Europe ou d'Amérique.[Applaudissements] Je ne fais pas un défilé de mode mais je voudrais simplement dire que **nous devons accepter de vivre africain. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne. Je vous remercie, Monsieur le président.**

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! [longs applaudissements]

**Thomas Sankara**

=====

### **Épilogue**



« Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! [...]La patrie ou la mort ! »

En effet, Thomas Sankara a été assassiné 75 jours plus tard, le 15 octobre 1987, durant le coup d'État de son ami Blaise Compaoré, appuyé, semble-t-il, par le Libéria, la Lybie, la France et la CIA.

En avril 2006, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a condamné le Burkina Faso pour refus d'enquêter sur les circonstances de la mort de Thomas Sankara (et d'en poursuivre les responsables).

Blaise Compaoré est toujours président du Burkina Faso en 2011.

Il est régulièrement reçu à Paris, la dernière fois par Nicolas Sarkozy en janvier 2011.